

## **Allocution de la Tunisie devant la deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition**

**Rome 19-21 novembre 2014**

-Excellences,

-Mesdames,

-Messieurs,

C'est pour moi un insigne honneur de prendre la parole au nom de la Tunisie, devant cette conférence Internationale sur la Nutrition qu'abrite Rome, ville éternelle et capitale de ce pays merveilleux et accueillant que lient au mien le voisinage et l'amitié séculaire dont les origines remontent très loin dans l'histoire.

En saluant cette auguste assemblée à laquelle la Tunisie porte le plus grand intérêt, je me fais le devoir de rendre hommage aux efforts généreux consentis pour la faire tenir, par l'OMS et la FAO, deux prestigieuses organisations dont la lutte ininterrompue contre la maladie, la famine et la malnutrition a droit à l'estime et au respect de l'Humanité entière.

La Tunisie, qui fait sienne la conviction universellement partagée qu'il ne peut y avoir dans le monde ni paix, ni stabilité, ni justice en l'absence de sécurité alimentaire et tant que les maladies et la malnutrition menacent la vie de plusieurs centaines de millions d'être humains, a voulu par sa participation à cette conférence, confirmer son adhésion et sa contribution aux efforts

de la Communauté internationale pour l'édification d'un monde meilleur d'où sera banni le spectre de ces fléaux qui vont la plupart du temps ensemble, la faim et la malnutrition étant à l'origine d'un grand nombre de maladies.

-Excellences

-Honorable assemblée

Pour atteindre son objectif principal dans ce domaine, objectif qui consiste à satisfaire les besoins de la population en produits alimentaires locaux, notre pays s'est engagé depuis son indépendance, dans la voie du développement de l'Agriculture, d'où une mise en valeur de toujours plus de périmètres cultivables et une extension sans cesse croissante des zones irriguées grâce à des efforts constants dans l'exploitation rationnelle des eaux pluviales et de la nappe phréatique.

En outre, et suite à l'engagement du gouvernement en vue de concrétiser les recommandations de la première Conférence Internationale sur la Nutrition de 1992, un plan national d'action pour l'alimentation et la nutrition a été élaboré en 1995, par une commission mixte associant diverses parties prenantes en relation avec la nutrition, l'alimentation et la santé, à l'instar des ministères de la santé, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et de l'économie, les institutions et organisations non gouvernementales nationales et internationales et les médias.

La Tunisie s'est aussi engagée à assurer l'accès de tous à une alimentation sûre, suffisante et nutritive et à réduire la

malnutrition sous toutes ses formes, par son adoption des recommandations des sommets mondiaux de l'alimentation en 1996 et 2002, du sommet mondial sur la sécurité alimentaire en 2009, et aussi par son engagement à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, élaborés en 2000. Cet engagement a été concrétisé par la mise en œuvre de multiples programmes nationaux en matière de nutrition, de sécurité alimentaire et de santé.

La transition rapide en matière de nutrition et de modes de vie que connaît la Tunisie ces deux dernières décennies, l'urbanisation intense (68% de la population est urbaine), l'industrialisation de l'alimentation, l'expansion de la grande distribution, et la mondialisation du commerce, de l'information et de la culture, ont modifié les comportements et l'environnement, et engendré aussi bien la régression des malnutritions carentielles que l'émergence des maladies non transmissibles.

En effet, cette évolution sociétale profonde a eu des effets favorables incontestables comme la régression spectaculaire des malnutritions carentielles, telles que: **le retard de croissance** chez les enfants; **l'insuffisance pondérale** et **l'émaciation** chez les enfants d'âge préscolaire ; **la carence en iode** et **les troubles dus à la carence en iode** ainsi que **la carence en vitamine** .

Cette transition s'est malheureusement accompagnée par une augmentation de la prévalence du surpoids, de l'obésité et des maladies non transmissibles associées.

Les causes fondamentales de l'expansion de l'obésité en Tunisie résident surtout dans des modifications de l'alimentation et de l'activité physique, résultant elles-mêmes de changements sociaux profonds.

Les différentes enquêtes de consommation alimentaire ont montré que les Tunisiens, et particulièrement les enfants et les adolescents, adoptent de plus en plus des régimes alimentaires trop riches en énergie et déséquilibrés, avec une proportion trop élevée d'aliments à haute densité énergétique, de graisses saturées, d'acides gras *trans*, de sucres simples, de sodium, et trop faible en céréales non raffinées, de fibres, de fruits et de légumes, et donc de micronutriments. Dans le même temps, les modes de vie sont devenus plus sédentaires, diminuant ainsi l'activité physique et les besoins énergétiques, entraînant un déséquilibre énergétique par excès.

Les MNT ont des facteurs de risque multiples, aujourd'hui bien établis, et notamment le surpoids et l'obésité qui sont à l'origine, en plus des maladies cardio-vasculaires, d'un grand nombre d'autres MNT et de troubles de santé: diabète de type 2, certains cancers, hypertension, dyslipidémies, troubles ostéo-articulaires, lithiase biliaire, problèmes psychologiques, etc. L'obésité abdominale entraîne notamment un ensemble de troubles rassemblés sous le nom de syndrome métabolique.

La prévention de ces facteurs de risque est possible, mais les expériences menées dans les pays industrialisés ne peuvent à

notre sens être directement transférées dans les pays émergents, comme la Tunisie. Les stratégies de lutte et de prévention doivent s'appuyer sur des informations épidémiologiques et une compréhension de la situation spécifique du niveau de développement et du contexte socioculturel de ces pays. Elles doivent porter sur les actions susceptibles de transformer les environnements socio-économiques en les rendant moins "obésogènes", afin de permettre de véritables changements de comportement des populations.

Or, les programmes internationaux habituels se sont jusqu'ici presque tous concentrés sur des actions éducatives, une approche qui s'est, de fait, révélée largement insuffisante, l'absence de changements dans l'environnement ne permettant pas de changements de comportement, notamment pour les couches déshéritées de la population; des mesures éducatives isolées peuvent ainsi conduire à une augmentation des inégalités de santé.

Dans ce contexte, une plateforme tunisienne multi-acteurs a élaboré un programme national de prévention et de lutte contre l'obésité.

Ce programme s'articule autour de 5 axes:

- encourager la production d'aliments favorables à la santé;
- agir sur l'environnement et promouvoir la pratique de l'activité physique de santé;

- éduquer la population pour un comportement alimentaire sain et diététique;
- améliorer l'offre de dépistage et de prise en charge de l'obésité;
- mettre en place un plan d'information, de communication et d'éducation pour prévenir et lutter contre l'obésité.

Ce programme est en cours d'expérimentation dans une ville côtière tunisienne, la ville de Bizerte, sur la période de 2013-2017.

Cette stratégie nationale est renforcée par l'engagement de la Tunisie à concrétiser les recommandations de l'OMS en matière de réduction de la consommation de sel, sucre, acides gras saturés et acides gras *trans*. Trois *Task forces* ont été formées sous l'égide des ministères de la santé, industrie et commerce pour la mise en œuvre de ce programme d'actions, entre 2014-2017.

-Excellences,

-Mesdames, Messieurs

Pour terminer, il nous paraît important de souligner que la mise en œuvre du plan d'action qui nous est proposé par cette vénérable Conférence, nécessitera, à ne pas en douter, des ressources supplémentaires qui ne seront pas aisément mobilisables par les pays en développement dont le souci majeur est, actuellement, de faire face aux exigences de la transition démocratique, de la lutte contre les extrémismes et des problèmes de l'endettement et du déséquilibre des termes de l'échange.

Une assistance coordonnée, technique et financière, leur est indispensable et constitue un préalable au succès de ce plan.

Nous sommes persuadés que la Déclaration et le plan d'action que nous aurons adoptés à la fin de cette Conférence, fourniront aux gouvernements de nos pays tous les éléments possibles pour mettre en place le circuit de distribution adéquat, permettant d'assurer aux populations le bien être nutritionnel auquel elles sont en droit d'aspirer.

La signature d'une telle Déclaration est un événement d'une grande importance. Sa portée hautement humanitaire nous réjouit et la Tunisie, qui parachève à partir de cette semaine la dernière phase de sa transition démocratique par l'organisation des élections présidentielles au suffrage universel, direct et en deux tours, pour la première fois de son histoire, et dont on connaît l'attachement aux droits fondamentaux de l'Homme, et tout particulièrement de son droit à la santé et au bien être, s'en félicite.

Je vous remercie pour votre attention.